



**HÔPITAUX  
DE VENDÉE**

## Appel à manifestation d'intérêt

### INFRASTRUCTURES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES

## Règlement

#### Article 1 - OBJET :

---

L'appel à manifestation d'intérêt (AMI) vise à permettre aux établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de la Vendée (GHT85) de retenir un opérateur privé unique en vue de financer, installer, exploiter, superviser et maintenir, sous sa propre responsabilité un réseau de bornes de recharge électrique ouvertes au public.

Le présent AMI a pour objet de sélectionner, sans exclusivité, l'opérateur en application de l'article L.2122-1-1 du Code Général de la propriété des personnes publics.

#### Article 2 - ETABLISSEMENTS ET SITES :

---

Les établissements concernés sont :

Liste 1 :

- Centre Hospitalier Départemental de la Vendée :
  - Site de La Roche-sur-Yon – Bd Stéphane Moreau – Les Oudairies
  - Site de Luçon
  - Site de Montaigu
- Centre Hospitalier Cote de Lumière - Site des Sables d'Olonne
- Centre Hospitalier Loire Vendée Océan :
  - Site de Challans
  - Site de Machecoul
  - Site de Saint-Gilles-Croix de vie
- Centre Hospitalier de Noirmoutier
- Centre Hospitalier de l'Île d'Yeu
- Centre Hospitalier de Fontenay-le-Comte
- GPMS Collines Vendéennes – La Châtaigneraie
- EPSM Georges Mazurelle :
  - Site de La Roche-sur-Yon

D'autre part, les établissements suivants pourraient être ultérieurement concernés :

Liste 2 :

- EHPAD Au Fil des Maines – Chavagnes Saint-Fulgent
- EHPAD La Reynerie Bouin
- EHPAD Payraudeau La Chaize

Les listes détaillées des sites et leurs adresses figurent dans les fiches établissements.

### **Article 3 - EMBLEMES :**

---

Les bornes pourront être implantées :

- Sur des parcs de stationnement ouverts au public
- Sur des parcs de stationnement réservés au personnel
- Sur des espaces de stationnement réservés (véhicules de transport sanitaire, taxis-ambulances, transports produits de santé, etc)

Les emplacements sont, selon les établissements ou les sites :

- Laissés à la discrétion de l'opérateur.
- Laissés à la discrétion de l'opérateur, à l'exclusion des emplacements signalés par l'établissement sur les plans annexés.
- Définis par l'établissement sur les plans ou photos annexés (emplacements exigés ou souhaités) ; L'opérateur pourra toutefois proposer d'autres emplacements.

### **Article 4 - DIMENSIONNEMENT DU RESEAU :**

---

Chaque site (liste 1) devra être équipé d'au moins 1 borne.

Le nombre de places à équiper ou de bornes à installer peut être indiqué dans les fiches établissements ou sur les plans. Dans ce cas, l'Opérateur pourra éventuellement proposer de revoir ce nombre à la hausse ou à la baisse. Dans les autres cas, il est à l'appréciation de l'opérateur.

Si, pendant la durée de la convention, l'opérateur souhaite ajouter ou supprimer des IRVE, il en fait la demande à l'établissement.

La modification du périmètre donnera lieu à la conclusion d'un avenant.

### **Article 5 - MODALITES DE CONTRACTUALISATION :**

---

Le projet doit être entendu globalement mais donnera lieu à la conclusion d'au moins une convention d'occupation du domaine public par établissement qui fixera notamment le choix des emplacements, le nombre d'IRVE, les modalités financières, etc.

Le lauréat de l'AMI ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de refus d'un établissement d'autoriser l'implantation sur son domaine d'une ou plusieurs IRVE intégrées dans le projet présenté par le candidat.

L'occupation du domaine public autorisée par les conventions est à titre temporaire, précaire et révocable.

Aucune exclusivité ne sera accordée à l'opérateur retenu, les établissements ne s'empêchant pas de recourir à d'autres opérateurs.

### **Article 6 - DUREE DES CONVENTIONS :**

---

Chaque convention entre en vigueur à la date de signature et pour une durée de quinze (15 ans).

Les conventions pourront être prolongées dans une limite raisonnable afin, si besoin, de faire coïncider les dates de fin.

A l'inverse, si des conventions sont conclues ultérieurement, leur durée pourra être réduite pour la même raison.

## **Article 7 - DEPLOIEMENT DES BORNES :**

---

Les bornes sont installées par l'opérateur à ses frais et sous sa maîtrise d'ouvrage.

Il prend en charge toutes les démarches nécessaires au projet, notamment :

- L'ensemble des formalités nécessaires
- Les études techniques et économiques
- La réalisation des travaux
- La coordination avec les gestionnaires de réseau
- Le démantèlement et la remise en état en fin de convention.

## **Article 8 - ALIMENTATION DES IRVE :**

---

Les IRVE seront raccordées directement au réseau de distribution d'électricité. L'opérateur traitera directement avec ENEDIS et prendra à sa charge les frais de raccordement.

## **Article 9 - ENGAGEMENTS DE L'OPERATEUR :**

---

L'opérateur sera tenu à :

- Respect de la sécurité des personnes et des biens
- Disponibilité des IRVE
- Protection de la voirie
- Respect des dispositions légales et réglementaires

## **Article 10 - CARACTERISTIQUES DES EQUIPEMENTS :**

---

Les bornes doivent respecter l'ensemble des normes en vigueur, notamment : les normes IEC 60364, IEC/EN 61851, IEC/EN 62196 et NFC 15-100.

Il appartient à l'opérateur d'implanter les équipements en cohérence avec leur usage, que ce soit en termes de puissance, d'ergonomie, etc.

## **Article 11 - SERVICES COMPLEMENTAIRES :**

---

L'opérateur pourra proposer d'intégrer des services complémentaires sur tout ou partie des IRVE.

## **Article 12 - SUPERVISION ET MAINTENANCE DU RESEAU :**

---

L'opérateur assure la maintenance, la supervision et la disponibilité optimale du service pendant toute la durée de la convention.

Les bornes de recharge doivent être accessibles 24h/24 et 7j/7.

## **Article 13 - TARIFICATION :**

---

L'opérateur perçoit l'intégralité des recettes.

Les tarifs sont à la libre appréciation du lauréat.

Toute modification tarifaire devra être approuvée préalablement par l'établissement.

## Article 14 - REDEVANCE :

---

L'opérateur verse à chaque établissement une redevance annuelle décomposée comme suit :

- Une part fixe par IRVE
- Une part variable en fonction de la quantité d'énergie fournie (en euros/kWh)

Le candidat précise dans son offre les montants de redevance proposés.

## Article 15 - CONDITIONS DE PARTICIPATION :

---

Les candidats peuvent se présenter en groupement, à condition qu'il soit représenté par un mandataire, désigné unique référent.

## Article 16 - CONTENU DU DOSSIER :

---

Chaque candidat transmet :

- un dossier administratif comprenant :
  - o Une présentation de l'entreprise ou du groupement
  - o Les certificats de qualification IRVE
  - o Des références
  - o Attestations d'assurance
- Une note financière comprenant :
  - o le coût de réalisation,
  - o un compte d'exploitation et de maintenance prévisionnel sur la durée du contrat,
  - o Le projet de tarification (recharge ponctuelle, abonnement, ...)
  - o le montant de la part fixe de la redevance proposée, le montant prévisionnel de la part de redevance variable
  - o La stratégie commerciale et économique globale sur l'ensemble des établissements
- Une note technique comprenant :
  - o Une description du projet global
  - o Des plans et schémas d'implantation
  - o La liste et le descriptif des IRVE (fiches techniques, usages, puissances de recharge, taux de disponibilité ...)
  - o Un calendrier prévisionnel de déploiement
  - o Une proposition de plan de maintenance préventive et curative (fréquence, délais, hotline, ...)
  - o Une présentation du service proposé aux usagers : service clients, gestion des usagers, application mobile, contrôle d'accès, moyens de paiement, interopérabilité, assistance, ...
  - o Les dispositions prises pour s'adapter au mieux aux comportements des usagers, et notamment éviter que des places de stationnement soient occupées bien au-delà du temps de recharge nécessaire tout en tenant compte de la spécificité du personnel qui n'a pas la possibilité de brancher ou débrancher son véhicule en cours de journée.

## Article 17 - REMISE DE DOSSIERS :

---

Les dossiers sont transmis par la plate-forme de dématérialisation PLACE **avant le 31 juillet 2025 à 12h00.**

Le CHD Vendée se réserve la possibilité de demander des documents complémentaires, de régulariser les dossiers incomplets ou de les rejeter.

## Article 18 - NEGOCIATION :

---

Les établissements ne sont pas tenus de retenir l'ensemble des propositions des candidats.

Les dispositions pourront être négociées :

- Soit par le CHD Vendée pour le compte de l'ensemble des établissements
- Soit par chaque établissement pour son propre compte

## **Article 19 - CRITERES DE SELECTION :**

---

Critère n°1 – pertinence économique : 60%

Seront notamment appréciés :

- Le montant de redevance par installation
- Le montant global des redevances prévisionnelles attendues sur le territoire
- La tarification aux usagers

Critère n°2 – qualité technique du projet : 40%

Seront notamment appréciés :

- La qualité des projets d'implantation : Intégration des bornes dans leur environnement, adaptation des bornes aux usages,
- La qualité du service rendu aux usagers : maintenance, disponibilité, parcours utilisateur,
- L'expérience du candidat
- La stratégie commerciale et le modèle économique
- La couverture du territoire
- Le calendrier de déploiement

## **Article 20 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**

---

Renseignements administratifs sur la procédure en cours :

Nathalie POTIER – Cellule juridique Commande publique – Département Ressources Matérielles et du Patrimoine – CHD Vendée

02 51 44 61 38 – [nathalie.potier@ght85.fr](mailto:nathalie.potier@ght85.fr)

## **Article 21 - RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES :**

---

Cf fiche établissement

La Roche-sur-Yon, le **25 JUIN 2025**

Le Directeur Général du

Centre Hospitalier Départemental de la Vendée

M. Olivier SERVAIRE-LORENZET



